



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg
auprès de l'Office des Nations Unies
et des organisations internationales à Genève

33^{ème} session du Conseil des droits de l'homme
Point 10 de l'ordre du jour

Dialogue interactif sur le rapport du Haut-Commissaire au Burundi

Intervention du Luxembourg

Mardi 27 septembre 2016

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ma délégation salue le travail exemplaire effectué, dans des conditions souvent difficiles, par le groupe d'experts indépendants portant sur les violations et abus des droits de l'homme commis au Burundi, entre le 15 avril 2015 et le 30 juin 2016.

La crise politique qui perdure depuis avril 2015, pèse considérablement sur la capacité du peuple burundais à faire valoir ses droits, tant les droits civils et politiques que socio-économiques. L'économie du pays en est très fragilisée. Le Luxembourg est profondément préoccupé par les graves et systématiques violations et abus des droits de l'homme documentés par le groupe d'experts indépendants.

L'impunité dont jouissent toujours les responsables de ces violations nous préoccupe éminemment et à cet égard, nous appuyons l'appel de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) en faveur de l'instauration d'une Commission d'enquête sur base des efforts de l'ONU et de l'UA.

Ma délégation déplore le manque de coopération du Gouvernement burundais avec le système des droits de l'homme des Nations Unies, notamment avec le Comité contre la torture lors de son examen en juillet 2016. Au lieu de nier catégoriquement tous les rapports sur les violations des droits de l'homme, le Burundi, membre de ce Conseil, devrait coopérer pleinement avec l'ensemble des mécanismes des Nations Unies, et notamment respecter la résolution 2303 du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement devrait également s'engager sérieusement dans la poursuite d'un dialogue inter-burundais véritable et inclusif, respectant les Accords d'Arusha, pour trouver une solution pacifique à cette situation insoutenable pour la plus grande majorité de la population burundaise. Le Luxembourg salue les efforts des acteurs régionaux à cet égard.

Je vous remercie, Monsieur le Président.